

Mark Hunyadi

Allocution à la Cathédrale de Fribourg, à l'occasion de la commémoration du 50^e anniversaire de la révolution hongroise, 3 novembre 2006

Mesdames et Messieurs,
Chers Amis,

Aujourd'hui, nous commémorons une révolution qui est morte deux fois. Une première fois, bien sûr, sous les tanks de l'Armée Rouge, dont l'action meurtrière avait été modestement, mais criminellement anticipée, comme chacun sait, par la police politique hongroise elle-même. Cette première mort a été un événement considérable dans la conscience occidentale d'alors, au point qu'un intellectuel influent de l'époque a pu dire, dès décembre 1956, que désormais, « *toutes les questions qui comptent* se résumeront en celle-ci : êtes-vous pour ou contre l'action et le programme des ouvriers hongrois? » Au-delà de son exagération rhétorique, cette question situait avec justesse la ligne de partage désormais infranchissable qui caractérisa le débat au sein de la gauche occidentale : il fallait être pour ou contre la révolution, c'est-à-dire réprouber ou justifier le système totalitaire qui l'a fait naître. Ce débat, dont on mesure mal aujourd'hui l'ampleur, a duré jusqu'à la deuxième mort de la révolution hongroise. Car elle est morte une deuxième fois, 33 ans plus tard, lorsqu'est mort cela même qui avait donné la mort à la révolution. Je veux parler bien sûr de la chute du Mur, Mur qui s'est ouvert en Hongrie en août 1989, avant qu'il ne s'effondre à Berlin en novembre.

Il y a deux manières de garder vivants des événements pourtant morts dans les faits. La première est de cultiver leur mémoire, en se souvenant, en commémorant, en gardant vivante la frêle chaîne de l'esprit qui unit les humains appartenant à une même communauté historique. Nul doute que les Hongrois de Hongrie d'aujourd'hui ont su emprunter cette voie de la résurrection par le souvenir; nul doute que pour eux, 1956 a une signification encore vivante et encore agissante. Le plus frappant symbole de cette mémoire vivante avait été l'immense hommage que les Hongrois avaient rendu à Imre Nagy le 16 juin 1989, mais plus encore la réhabilitation de celui-ci par la Cour suprême le 6 juillet de la même année, *le jour même de la mort de Kadar*, qui l'avait condamné à mort en 1958. La mémoire peut rendre justice au-delà de la mort elle-même. Et même dans les événements de ces derniers jours à Budapest, on voit que le souvenir de 56 est suffisamment vivace pour alimenter, au moins par lointaine association, des revendications politiques, même si ces revendications, ainsi que le contexte qui les a fait naître, n'ont plus rien à voir avec l'insurrection d'alors. Mais c'est cela, précisément, la mémoire vivante.

L'autre manière de garder vivants des événements morts, c'est de s'en inspirer pour l'action quotidienne. De faire en sorte que le passé ne soit pas simplement passé, mais qu'il nous serve d'exemple et nous guide pour le présent. Et ici, c'est vers nous-mêmes que nous pouvons tourner notre regard, vers nous, les Hongrois de Suisse, vers les Hongrois exilés de première, puis de deuxième et troisième génération. Les réfugiés de 56 ont fait cette expérience, hélas emblématique du XX^e s., de l'exil, de la rupture, de la séparation, séparation des autres laissés derrière eux en Hongrie, mais aussi séparation d'avec eux-mêmes, car leur vie s'est comme brisée en deux, et il fallait la recommencer, à vingt ans. Vous tous qui êtes ici réunis, qui avez franchi des frontières qui étaient autant de champs de mines, vous avez été *expatriés*, sans être du tout sûrs alors de pouvoir

retourner sur la terre de vos origines. Mais dans votre exil, vous avez trouvé une terre d'accueil, et si vous avez été expatriés, c'était pour retrouver une nouvelle patrie qui, il faut le dire et le redire, vous a accueillis les bras ouverts. Ce qui doit donc nous servir d'exemple, à vous qui avez été accueillis, à nous, deuxième et troisième génération, qui sommes nés et avons grandi sur cette terre d'accueil, c'est le comportement des Suisses et des Suissesses d'alors, qui dans une belle solidarité spontanée, vous ont donné une deuxième chance, et à nous la première.

Aujourd'hui, cinquante ans après, il faut se le rappeler – et hélas, cela nous demande un certain effort : parmi les quelque treize mille Hongrois et Hongroises qui sont venus trouver refuge en Suisse, *il n'y a personne qui n'ait été aidé*. Je pense à la solidarité de l'État, bien sûr, symbolisée par cette sirène qui a retenti dans toute la Suisse, inscrivant durablement les événements d'octobre-novembre 1956 dans toutes les mémoires; et au-delà de ces symboles voulus par les autorités, il y avait aussi l'aide matérielle substantielle que l'État suisse avait généreusement délivrée à ces nouveaux venus, pour leur assurer durablement une subsistance décente.

Mais toute cette aide aurait été vaine sans la solidarité des Suisses et des Suissesses eux-mêmes, qui ont personnellement et très concrètement manifesté leur soutien à ces jeunes venus de l'autre côté du Rideau de fer – autant dire d'une autre planète. Les familles suisses qui le pouvaient ont hébergé durablement tel ou telle d'entre vous, d'autres vous invitaient régulièrement à manger (rappelez-vous le choc de la première fondue...), d'autres encore vous emmenaient de temps à autres à la découverte de votre pays d'adoption. Qui peut oublier cela? Ce que le peuple suisse a fait là, il l'a fait, et aucun revirement ultérieur ne peut entacher cette bonne action-là. Même si se mêlait à ces gestes une forme d'anticommunisme humanitaire, ou, de la part des autorités, une forme d'anticommunisme intéressé – ce serait naïveté que de l'ignorer -, nul ne peut nier que la ré-intégration des réfugiés qui devaient s'adapter à ce nouveau monde, puis l'intégration de leurs enfants et petits-enfants nés en Suisse s'est faite dans un climat de réelle *hospitalité*. Pour cette hospitalité exemplaire, que chaque Suisse et chaque Suissesse d'alors soient solennellement remerciés.

Le contraste avec la situation d'aujourd'hui n'est que trop facile, et il n'est pas besoin de s'y étendre beaucoup. Cinquante ans après, le Rideau de fer a comme *changé de sens* : alors qu'il avait été construit par les autres pour empêcher leurs citoyens de fuir leur pays, c'est nous qui le construisons aujourd'hui pour les empêcher d'entrer dans le nôtre. La Suisse, et au-delà d'elle l'Europe, construisent autour d'elles une forteresse derrière laquelle elles se recroquevillent frileusement sur leur chauvinisme du bien-être.

Dans ce contexte transformé, il est utile de rappeler comment la plupart des Hongrois de 56 sont arrivés en Suisse. Leur grande affaire était bien sûr d'arriver à Vienne. Mais une fois à Vienne, ils étaient pris en charge par ce qui s'appelait alors le *Comité intergouvernemental pour les migrations européennes* (aujourd'hui OIM : Organisation Internationale pour les Migrations), né après la Deuxième guerre mondiale. Et là, ils se trouvaient face à des listes de pays qui étaient pour eux autant de destinations possibles. Aux réfugiés d'inscrire leur nom sur la liste de leur pays d'élection, France, Suisse, Allemagne ou Canada... Chacun de ces pays avait décidé d'un quota de réfugiés admissibles, et chaque guichet national remplissait sa liste selon le principe élémentaire « Premier arrivé, premier servi », sans distinction de diplôme ou de compétences. Si la liste était pleine, le réfugié devait choisir une autre destination. C'était à la fois simple et efficace.

Mais surtout, ce principe de répartition égalitaire, dans sa simplicité et son efficacité, retenait quelque chose d'essentiel de l'héritage moral occidental : car il ne *triait* pas les réfugiés, il en limitait le nombre, ce qui est très différent. Il n'y a pas besoin de beaucoup d'imagination institutionnelle pour être capable d'adapter ce principe à la situation internationale d'aujourd'hui, sur l'exemple de ce dont tous les Hongrois et Hongroises de l'époque ont bénéficié. Il faut en tout cas rappeler ici avec force ce fait élémentaire que rien n'est plus immoral que de faire le tri entre les bons et les mauvais réfugiés, de les sélectionner, de les écrémer pour n'en prendre que le meilleur. Une telle attitude qui aujourd'hui semble devenir la règle générale, même au niveau européen, est absolument contraire aux deux grandes traditions morales dont se réclame l'Occident, et dont nous nous réclamons tous à un titre ou à un autre, la morale chrétienne de l'amour du prochain et la morale laïque de l'égalité de chacun.

Mesdames et Messieurs, Chers Amis, une commémoration comme celle d'aujourd'hui n'a de sens que si elle est *aussi* tournée vers l'avenir; nous devons nous souvenir des événements passés pour qu'ils puissent nourrir notre action présente. Chaque ancien réfugié, chaque ancienne réfugiée ici présents porte en lui ou en elle le souvenir de son premier Noël d'exil, ce Noël 1956 de déracinement, où la plupart d'entre eux n'avaient même pas pu encore joindre leurs parents pour leur dire qu'ils étaient simplement vivants; un Noël où les Suisses et les Suissesses, pleins de compassion, n'avaient pas ménagé leurs efforts pour leur témoigner une sincère fraternité. Voilà un point où la Suisse mérite d'être citée en exemple, aux autres – et à elle-même.

Alors, *pour que la révolution hongroise ne meure pas une troisième fois*, pour qu'en cela au moins elle continue de nous nourrir, nous devons nous souvenir de l'accueil exemplaire que le peuple suisse et ses autorités ont réservé aux Hongrois et aux Hongroises de 1956. Nous devons dire à la fois notre profonde reconnaissance, et rappeler dans le même temps, par reconnaissance précisément, que chaque être humain, et en particulier les plus vulnérables d'entre eux, les réfugiés, a le droit d'être traité aussi généreusement que le furent les Hongrois et les Hongroises de 1956 par la Suisse. Ne l'oublions pas, car l'oubli est le principal ennemi de l'histoire qui se fait.

Mark Hunyadi